

## AIDE BILATÉRALE, GOUVERNANCE ET PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE – IMPLICATIONS POUR BUSAN 2011

21-22 novembre, Yaoundé - CAMEROUN

### NOTE CONCEPTUELLE

#### 1) CONTEXTE

Suite aux discussions de Monterrey et de Kananaskis, les pays partenaires en développement et développés ont convenu dans la Déclaration de Rome en 2003 sur l'efficacité de l'aide, de l'urgence de la rendre efficace si l'on veut remporter la bataille contre la pauvreté et réaliser les ODM. Depuis 2003, le Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a organisé trois forums à l'effet d'évaluer l'efficacité de l'aide au développement - dont le troisième a été couronné par le Plan d'action d'Accra (PAA). Le quatrième forum qui aura lieu du 29 novembre au 1<sup>er</sup> décembre à Busan, Corée du Sud, sera un événement politique réunissant plusieurs protagonistes avec près de 2000 participants venant de plus de 150 pays.

Les organisateurs entendent en faire une étape importante dans la coopération internationale au développement et le couronnement des efforts collectifs des donateurs, des pays partenaires et autres parties prenantes afin de trouver une solution à la question de la gestion du processus de l'aide. Mais alors, quelle est la place du renforcement des capacités dans le débat à venir sur l'efficacité de l'aide ?

Le renforcement des capacités sera l'un des nombreux thèmes abordés à Busan et une des questions qui sera abordé sera de trouver un consensus Sud-Nord sur les approches de renforcement des capacités - une question à laquelle il serait naïf de croire qu'il sera simple de trouver une réponse. D'où l'importance de réflexions sérieuses avant l'événement.

L'ACBF est consciente de la nécessité de disposer d'une voix du Sud plus audible. Au cours des deux dernières années, la Fondation est entrée dans un partenariat comprenant l'OCDE, le Réseau d'apprentissage sur le renforcement des capacités (LenCD) et un groupe de plaidoyer politique du Sud en formation, l'Alliance CD, avec lesquels elle travaille à l'identification des domaines prioritaires. L'objectif est d'aller d'un programme de renforcement des capacités caractérisé au cours des 50 dernières années par des discussions entre donateurs vers un programme marqué par une approche du Sud plus forte -peut-être même par l'expression d'un leadership transformateur.

Ce partenariat n'est pas le seul groupe visant à élargir le cercle de la participation du Sud. Le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), un programme de l'Union africaine, poursuit également de nouvelles priorités et approches de la transformation politique et socio-économique de l'Afrique. La Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique

(ACBF) a signé un protocole d'entente avec le NEPAD afin d'aider à mettre en œuvre les principes du modèle de résultats de renforcement des capacités. Les deux organismes travaillent avec les pays africains au développement et la promotion d'une position africaine à Busan.

Ces préparatifs ont la capacité de renforcer la visibilité des perspectives du Sud à Busan, d'encourager un meilleur appui au renforcement des capacités et de traduire le savoir collectif en matière de renforcement des capacités en action locale. Davantage d'appropriation par les pays partenaires encouragera un meilleur appui des donateurs. Les capacités sont l'envers de l'appropriation - et celle-ci est une condition préalable au renforcement des capacités.

Bien qu'il soit prématuré de se faire une idée précise des résultats de Busan, les principes d'un bon renforcement des capacités ont déjà aidé à influencer sur l'orientation du programme d'efficacité de l'aide : une plus grande appropriation des pays partenaires et leadership de l'aide, un intérêt accru des donateurs dans l'utilisation et l'accompagnement des systèmes nationaux, une plus grande attention au renforcement des capacités locales en tant que fondement d'une action de développement durable.

L'ACBF espère qu'après Busan, le renforcement des capacités sera davantage centré sur le Sud qu'il ne l'a été - et qu'il offrira une panoplie d'opportunités politiques et stratégiques. Parmi les questions à l'ordre du jour, on note :

- Placer le leadership du Sud au premier rang du renforcement des capacités
- Accord sur une approche plus collective de renforcement des capacités - une vision, un langage et une approche communs au Nord et au Sud
- Une plus grande entente sur l'utilisation des principes de renforcement des capacités dans tous les processus administratifs des principaux organismes d'aide et l'encouragement de l'apprentissage mutuel
- Réformer la coopération technique adaptée au renforcement des capacités
- Entente pour lier la philosophie de renforcement des capacités sur les situations fragiles avec le leadership du dialogue international du G7 autour de la construction de l'État et du maintien de la paix
- Réformer les systèmes internationaux des donateurs afin de mieux les adapter aux principes de renforcement des capacités : planification stratégique et mesure des résultats à effectuer en collaboration ; exécution plus flexible des projets; envoyer davantage de ressources sur le terrain et réduire la fragmentation des agences.

Du processus de Busan et de son utilisation, il est possible d'inviter les voix émergentes du Sud à aller dans le sens de l'apprentissage et de l'action liée et unie dans certains des domaines ci-dessus.

C'est dans ce contexte que la Fondation pour le renforcement des capacités en Afrique (ACBF) a répondu favorablement à la requête de l'UA de conduire le débat et réunir une vaste panoplie d'enseignements et de bonnes pratiques internationales pour l'efficacité de l'aide. La Fondation envisage d'organiser une table ronde au cours de la 7<sup>e</sup> assemblée générale annuelle des groupes et réseaux techniques consultatifs (TAPNET) à Yaoundé, Cameroun. La table ronde est compatible avec le plan stratégique de l'ACBF (2012 - 2016) dont l'une des priorités stratégiques est de travailler avec les acteurs étatiques et non étatiques au renforcement des capacités nationales dans la formulation et l'exécution des politiques de développement.

La préparation du plan stratégique, qui est le troisième de l'ACBF, a permis à la Fondation d'évaluer ce qui a été appris depuis sa création en 1991. Au cours des 20 dernières années, l'ACBF,

avec le soutien de ses donateurs, a engagé plus de 400 millions de dollars américains dans les actions de renforcement des capacités sur le continent africain. Ces interventions ont renforcé les capacités dans plusieurs domaines prioritaires, notamment la gestion des politiques économiques. L'ACBF a été heureuse de constater qu'en dépit des difficultés qu'elle a rencontrées, le continent africain a fait preuve d'une plus grande résistance face à la crise économique mondiale contrairement à d'autres régions. Ceci pourrait s'expliquer en grande partie par les politiques économiques bien conçues appliquées par bon nombre de pays africains.

Un des défis majeurs identifiés dans le plan stratégique est la nécessité pour les pays africains de développer des ressources humaines qualifiées et compétentes, capables de s'adapter aux mutations technologiques rapides requises pour rendre les économies africaines plus compétitives. Une autre difficulté identifiée est le renforcement des capacités de manière à formuler et mettre en œuvre des politiques à même de promouvoir la mobilisation ainsi que la rationalisation des ressources.

Afin d'aborder ces difficultés, l'ACBF envisage d'accroître son appui à l'administration publique et aux institutions de recherche de manière à renforcer leur capacité à formuler et mettre en œuvre des politiques qui encouragent l'efficacité de l'aide et l'appropriation locale des résultats de développement.

La table ronde prévue se veut une plate-forme de partage d'expériences et de bonnes pratiques sur les politiques efficaces. Elle permettra également de sensibiliser davantage sur les diverses dimensions du problème de la coordination des donateurs et d'améliorer l'efficacité de l'aide pour des résultats de développement. L'étude d'EPANET sur la 'gouvernance de l'aide bilatérale en Afrique' sera le principal centre d'intérêt de la discussion.

## **2) OBJECTIFS DE LA TABLE RONDE**

Le principal objectif de la table ronde est d'offrir une plate-forme de discussion et d'échange d'informations, de savoirs et d'expériences sur la coordination des donateurs et l'efficacité de l'aide en Afrique. Elle devrait permettre d'améliorer l'élaboration et l'exécution des politiques pour de meilleures réalisations et résultats de développement.

La table ronde visera particulièrement à :

- Sensibiliser les acteurs étatiques et non étatiques aux différentes dimensions de l'efficacité de l'aide afin qu'elles puissent être prises en compte dans l'élaboration des politiques ;
- réunir les experts et décideurs concernés par le problème de la coordination des donateurs afin de faciliter l'échange de leçons et d'expériences ;
- approfondir la compréhension de l'ACBF des besoins en capacités liés à la coordination des donateurs et l'efficacité de l'aide afin que la Fondation puisse financer davantage d'interventions pertinentes ;
- nouer et renforcer des partenariats stratégiques afin d'accompagner les initiatives dans ce domaine.

## **3) MÉTHODOLOGIE**

Des communications sur les expériences nationales, les enseignements et des études de cas des différents agents nationaux et d'organismes nationaux et internationaux travaillant dans ce

domaine seront présentés au cours de la table ronde. Ces communications seront suivies de questions et de discussions.

#### 4) RÉSULTATS ESCOMPTÉS

À la fin de la table ronde, les participants devraient pouvoir exploiter les informations, les connaissances recueillies et les partenariats afin de trouver de meilleures solutions aux problèmes de la coordination des donateurs. Les communications et documents présentés seront compilés dans un rapport final.

#### 5) PARTICIPANTS

Parmi les participants on notera des responsables dans les ministères et services publics, des professeurs d'université et chercheurs et des représentants de la société civile.

#### 6) ÉMINENTES PERSONNES RESSOURCES

Modérateur : **Korbla Puplampu**, Université Grant McEwan, Canada

Intervenants :

- **George Kararach**, expert en gestion des connaissances, ACBF – ‘Importance de l'appropriation nationale dans l'efficacité de l'aide’
- **Warren Nyamugasira**, membre de VOICENET- ‘Rôle des OSC dans l'offre de l'aide’
- **Kwabena Gyimah-Brempong**, Université de Floride & membre de EPANET – ‘Aide, bonne gouvernance & défi du développement de l'Afrique’
- **Mike Plummer**, chef de la Division développement. OCDE & membre de EPANET – ‘Le Rôle des donateurs dans l'amélioration de l'efficacité de l'aide’
- **Rene N'guettia Kouassi**, directeur, Dépt. des affaires économiques, UA & membre de EPANET – ‘Aide, CER d'Afrique & gouvernance’